



### **Le revenu universel de base**

Présentation faite par Roger Winterhalter  
lors de la réunion du 10 juin 2020 en visioconférence

Le sujet qui nous préoccupe est à la fois « local » et « mondial ». Il a été porté d'abord par quelqu'un qui est au Congrès des Peuples – je tiens à le souligner – c'est Marie-Louise Duboin, fille de Jacques Duboin qui au début du 20<sup>ème</sup> siècle portait ce sujet en France. Elle le porte toujours à travers une revue qui s'appelle « La Grande Relève »<sup>1</sup>. Le relais est pris maintenant par une association qui s'appelle le « Mouvement Français pour un revenu de base ». (MFRB)<sup>2</sup> Je me suis surtout basé sur deux livres extrêmement intéressants : « un outil pour construire le 21<sup>ème</sup> siècle »<sup>3</sup> et « Comment financer ? »<sup>4</sup>

J'ai produit dernièrement un article qui est une sorte de cri d'alarme, suite au coronavirus que nous avons tous vécu : tout ce que nous réclamons, c'est un ticket pour la vie et non pour la survie, c'est-à-dire le droit de vivre dignement et d'avoir un revenu correct.

Le MFRB précise que le revenu de base, c'est l'urgence d'une société plus solidaire. Soit nous redémarrons dans nos pays respectifs pour recommencer comme avant, soit nous profitons de cet instant pour nous battre pour un revenu de base universel et inconditionnel.

#### **Le revenu de base, une utopie ?**

J'ai fait, en son temps, un petit exposé que je vais essayer de reprendre : le revenu de base, une utopie ? Je dis : oui, c'est une utopie mais qui est réaliste parce que on constate que l'automatisation permet aujourd'hui de produire et de distribuer des biens et avec moins de main-d'œuvre, donc plus de chômage. Il y a donc plus de richesse pour les inventeurs des machines, des propriétaires, des spéculateurs, et plus de pauvreté pour tous ceux et celles qui vendent leurs forces de travail.

Et en plus, on a dans notre tête qu'il faut gagner son paradis à la sueur de son front, que tout salaire doit être mérité par l'effort, qu'il faut d'abord réaliser des bénéfices pour distribuer des miettes aux pauvres, et certains disent même – des militants patentés – que le revenu d'existence empêchera les êtres humains de revendiquer, de se battre ... voilà x raisons pour lesquelles il faut le refuser.

#### **Le revenu de base, c'est quoi ?**

M'appuyant sur ces deux livres, on peut se demander : « c'est quoi un revenu de base ? »

*C'est d'abord – je lis le texte exact – un revenu d'existence inconditionnel versé sans contrôle de ressources ni exigence de contrepartie, et cumulable avec d'autres revenus. Ce revenu sera versé sur une base individuelle, régulière, à tous les membres d'une communauté comme usufruit de l'énorme patrimoine humain que nous trouvons en naissant et que nous devons, à notre tour, laisser en héritage à celles et ceux qui viendront après nous.*

Il faut savoir que cela fait partie d'un principe qui s'appelle « l'économie distributive » qui veut dire que les choix sont basés sur des consultations démocratiques, qu'il faut partager

le travail et qu'on a le libre choix de son activité et qu'on installe aussi, à terme, une monnaie distributive.

### **Automatisation et emploi**

Je reviens sur l'automatisation. On estime que 47 % des emplois américains pourraient être remplacés par des machines. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de se lamenter ; il faut se réjouir parce que l'automatisation permet de s'exonérer de travaux parfois pénibles et de reverser le gain de productivité à un tronc commun qui permet de financer un revenu de base.

En même temps, le travail prend tout son sens ; il faut le ré-enchanter, pour ainsi dire. Il faut faire un travail qui corresponde à nos possibilités, aux besoins de ceux et celles qui nous entourent. Je ne vois pas pourquoi on doit ne vivre qu'après avoir travaillé. On ne travaille pas d'abord pour vivre après. Le travail fait partie de la vie. Il ne faut pas dire qu'il ne faut pas travailler, mais au contraire, il faut rendre des services à la société, sachant que 75 % des activités sont des activités informelles : des services que les uns rendent aux autres.

Il s'agit donc de redynamiser la sphère des activités marchandes, associatives et culturelles. Et maintenant on peut se dire : « Et l'emploi ? ». Je crois que l'emploi, ne l'oublions pas, est avant tout une reconnaissance sociale, mais créer de l'emploi n'est pas un but en soi. On crée de l'emploi parce que cela sert à quelque chose. Je prends un exemple qui m'est cher : construire des armes pour tuer des gens, je ne vois pas en quoi c'est utile ! D'autant plus, et là on revient sur le financement : on distribue gratuitement des bombes sur la tête des gens qui n'ont rien demandé ; et quand il s'agit du revenu d'existence, on se dit : ah bien, finalement, il n'y a pas de moyens ... On constate qu'on est dans une société où les gens gèrent le superflu et où les autres vivent dans l'exclusion et la précarité. Donc l'emploi : il faut le ré-enchanter ; il faut voir ce qui rend service et ce qui ne rend pas service à la société ; et pour les emplois pénibles, il faut penser à la rotation : je ne vois pas pourquoi ce seraient toujours les mêmes qui vident les poubelles. En ce qui me concerne, étant donné que je participe au remplissage des poubelles, il serait normal que je fasse mon tour de piste pour vider ces poubelles.

### **Le financement n'est pas le problème**

Maintenant on revient au thème du financement. Rappelons donc que le revenu de base est un revenu d'existence universel et inconditionnel, et que la première piste de financement – cela vaut pour tous les pays – c'est l'impôt sur le revenu, sachant que celui qui a un grand revenu paiera des impôts, voire autant que le revenu d'existence qu'il a touché. Pour exemple, en France, si l'on voulait mettre un revenu de base à 1000 euros, la dépense serait de 384 milliards d'euros. A première vue, ce montant semble énorme, mais rappelons nous que le Conseil national de la Résistance a réussi à mettre en place des lois sociales très onéreuses pour le budget d'une nation parce qu'elles étaient portées par une volonté politique en rapport de force avec une société qui avait décidé de mieux partager le bien commun, alors que le pays était ruiné. On a trouvé cet argent parce que les « financeurs » - les capitalistes – tenaient alors un profil bas en raison de leurs fréquentations nazies, et ils ont payé.

Pour revenir à d'autres sources de financement, on peut dire, par exemple, l'actuel RSA (Revenu de Solidarité Active) pourrait être automatisé, individualisé. Le coût budgétaire du RSA est de 12,2 milliards d'euros. Le RSA, c'est un peu plus de 500 euros de revenus. On peut aussi, et cela est strictement français, trouver d'autres sources de financement qui sont la taxe sur la consommation et la fiscalité écologique, l'impôt sur les bénéficiaires, l'impôt sur le patrimoine, la taxe sur les transactions, les développements des services non automatisables, la taxe sur le carbone, ... tout cela pour montrer que c'est possible.

Rien ne devrait nous empêcher d'accroître les taxes sur les biens dont la production est automatisée et réduire les prélèvements qui pèsent sur les services non automatisés. On peut aussi réfléchir sur une TVA sur certains services qui accroissent le lien social, et qui baisseraient à ce moment là et d'autres qui seraient supprimées. On peut aussi lutter un peu plus sérieusement contre la fraude fiscale qui, dans le commerce en ligne, se chiffrait en 2013 à 168 milliards, donc à peu près la moitié de ce que j'ai dit tout à l'heure. Nous avons également la taxe carbone qui accroîtrait le prix à la consommation des biens dont la production rejette des gaz à effet de serre. Nous pourrions – je reviens à la France – agir sur les fuites de l'impôt des sociétés en faisant en sorte que toutes les entreprises, y compris les multinationales, paient 33 % d'impôts sur les bénéfices. Je suis expert comptable. Nous avons été un temps où on payait 50 % du bénéfice et puis ça passait.

Sur un autre plan, on peut également parler d'une cotisation sur les robots, de la mise en place d'une taxe sur les transactions financières, on peut imposer davantage le patrimoine, on peut remplacer la propriété privée par une propriété d'usage ; on peut déclarer que certaines ressources, comme les hydrocarbures et les minerais sont des ressources qui font partie d'un bien commun, et donc la propriété de tous, qui est à répartir sous forme de dividendes universels ; on peut aussi renforcer les taxes foncières.

### **C'est un problème de volonté politique**

Donc ce n'est pas le financement qui est le problème. C'est un problème de volonté politique, et on peut, naturellement, commencer par petit, par exemple par l'augmentation du RSA, mais il ne faut pas que cela reste un revenu pour les pauvres. C'est un revenu pour tous, parce qu'il est universel et, en ce qui concerne le monde, étant donné que c'est un revenu pour le monde entier, et puis chacun selon sa situation, selon son revenu, ce sera en fonction des richesses des uns et des autres. On peut donc commencer par un remplacement du RSA ; on peut, au fur et à mesure, le faire évoluer, mais il ne faut surtout pas rester à cela, sinon ce n'est qu'un aménagement du système.

Actuellement il y a des présidents de conseils départementaux, il y a des députés qui se penchent, en France, sur ce problème. Au moins on en parle. On en est loin, mais il est fort possible, connaissant la faculté d'adaptation de notre grand chef Emmanuel Macron, qu'ils trouveront quelque chose pour faire semblant et un peu améliorer ; mais en ce qui concerne ceux et celles qui se battent pour un revenu d'existence, c'est vraiment un changement global dans notre manière de penser.

=====

- 1.- <https://www.economiedistributive.fr/Le-Revenu-Universel-Oui-on-peut>
- 2.- <https://www.revenudebase.info/> - <https://www.facebook.com/RevenudeBase/>
- 3.- <http://www.yvesmichel.org/product-page/economie/revenu-de-base-le-comment-le-financer/>
- 4.- <http://www.yvesmichel.org/product-page/economie/revenu-de-base-le-un-outil-pour-construire-le-xxie-siecle/>